

**LES COMMUNISTES INDIENS
ET LES ÉLECTIONS DE 2019 :**

**SEUL UN PROGRAMME ALTERNATIF
PEUT BATTRE LA DROITE**



Dossier n° 12
Institut Tricontinental de Recherche Sociale
Janvier 2019

**Traduit par Dominique Macabies et édité par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#)*

En 2019, l'Inde ira aux urnes. Ce sera le plus grand exercice de démocratie électorale au monde. Sur les 3,2 millions de kilomètres carrés de la masse terrestre de l'Inde, environ 850 millions de personnes voteront. Lors des dernières élections générales en 2014, le parti d'extrême droite, le Bharatiya Janata Party (BJP), a remporté la majorité au Parlement indien (Lok Sabha). Très vite, les politiques du BJP ont commencé à engendrer des troubles dans le pays. Une force sociale déchaînée et toxique a commencé à cibler ouvertement les minorités vulnérables, tandis que le gouvernement s'est mis à brader la richesse sociale à ses petits copains capitalistes. Inébranlable, le BJP est allé de l'avant. Ensuite, deux décisions très médiatisées se sont rapidement succédé : la démonétisation des grosses coupures (novembre 2016) et la création d'une taxe sur les produits et services (juillet 2017). Elles ont toutes les deux hérisé tout le pays, car elles ont impacté non seulement les très pauvres, mais aussi la communauté des petites entreprises. Juste capable de gagner les élections dans l'État du Premier ministre Narendra Modi, le Gujarat, en décembre 2017, le BJP a perdu une série d'élections législatives partielles et au niveau des États. Le BJP semble affaibli tandis qu'il peine à progresser à l'approche des élections générales.

Vers la fin de 2018, le BJP a perdu trois élections régionales cruciales dans le nord de l'Inde – dans le Chhattisgarh, le Madhya Pradesh et le Rajasthan. C'étaient des fiefs du BJP. La raison pour laquelle le BJP a perdu ces États est que les politiques néolibérales avaient créé une détresse paysanne, ignorée tant par le gouvernement de l'État dirigé par le BJP que

par le cabinet de Modi. Les protestations des paysans, menées par la gauche, ont galvanisé l'opposition contre le BJP. Une des composantes de la gauche indienne est le Parti communiste de l'Inde (marxiste) ou CPI(M).: Les deux chercheurs de **l'Institut Tricontinental de Recherche Sociale** Jipson John et Jitheesh PM ont parlé de la situation politique actuelle avec Brinda Karat, membre du Bureau politique du CPI(M). Brinda Karat est membre du CPI (M) depuis près de cinq décennies. Elle a commencé son travail au sein du mouvement syndical, puis dirigé la All-India Democratic Women's Association (l'Association panindienne des femmes démocrates) de 1993 à 2004. Depuis 2006, Karat travaille avec l' Adivasi Adhikar Rashtriya Manch, le Forum national pour la protection des Adivasis, les communautés autochtones.

Elle a été membre du Parlement indien de 2005 à 2011. Karat a été élue au Bureau politique du PCI(M) en 2005. Ce dossier contient un extrait révisé de l'interview.



Image de couverture : Rahul M.

Un garçon sous un masque de Modi, dans la circonscription d'Amadapur, district d'Anantapur. Les villages d'Amadapur sont parmi les plus touchés par les sécheresses très fréquentes à Anantapur. Ces villages ont également des taux de migration très élevés. Les agriculteurs d'ici se rendent souvent dans des villes comme Cochin et Bangalore pour maintenir leurs activités agricoles.



Brinda Karat à Sandeshkhali, Bengale occidentale, 2015.
Le Parti communiste de l'Inde (marxiste)

Partie I : Le problème

🔄 *En Inde, le gouvernement d'extrême droite – dirigé par le Premier ministre Narendra Modi – est entré dans sa cinquième année au pouvoir. Comment évaluez-vous les dernières quatre années de ce gouvernement ?*

Je crois que l'Inde est moins menacée par les « forces étrangères » que par son propre gouvernement et le parti au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP). Au cours des quatre dernières années et demie, le gouvernement de Narendra Modi a lancé une attaque généralisée contre les principes fondamentaux de la Constitution indienne (1950). Les principes de laïcité et de démocratie, qui font partie intégrante de notre Constitution, ont façonné la politique et la société indiennes. Ils ont été attaqués de nombreuses façons par le gouvernement du BJP.

Je suis communiste, et je pense que, dans de nombreux domaines, la Constitution est loin de répondre aux exigences du peuple. Par exemple, le droit au travail devrait être un droit fondamental et bon nombre des Principes directeurs de la politique d'État devraient devenir des droits fondamentaux [ces principes, tels que le droit des hommes et des femmes à des moyens de subsistance adéquats ainsi que le droit des hommes et des femmes à un salaire égal pour travail égal, sont des suggestions, donc non obligatoires]. Le droit à la propriété comme droit fondamental a été supprimé par un amendement

mais maintenu comme droit légal par l'introduction de l'article 300 A dans la Constitution. Désormais, les Cours suprêmes des États ont le droit d'intervenir dans les questions relatives aux droits de propriété. Regardez les conséquences.

Nous avons maintenant des décisions judiciaires, comme dans le Bihar, qui acceptent les dieux en tant qu'entités juridiques ayant des droits à la terre. Ces jugements protègent les temples qui détiennent d'immenses étendues de terres fertiles par le biais de fiducies de temple contrôlées par les riches ruraux. Ceci dans un État qui a un pourcentage élevé de paysans pauvres sans terre. Il faut donc modifier la Constitution pour protéger les droits des pauvres.

Aujourd'hui cependant, nous sommes confrontés à une situation où nous devons défendre la Constitution contre les attaques des forces de droite. Nous devons défendre le socle de la Constitution pour éviter qu'il ne soit modifié en fonction de l'idéologie communautariste du BJP et de sa constellation d'organisations de droite (le Sangh Parivar, la « famille »). La première question est celle de la laïcité. Le premier ministre était un *pracharak* (permanent) du RSS. Le RSS ou Rashtriya Swayamsevak Sangh (Organisation Volontaire Nationale) est une organisation d'extrême droite, qui s'inspire du leader nazi Adolf Hitler et réveille les forces des ténèbres. La véritable allégeance du premier ministre va à l'idéologie du RSS, et non à la Constitution indienne, sur laquelle il a prêté serment en tant que Premier ministre. Il s'en tient au serment qu'il a prêté en tant que *pracharak* RSS pour défendre les intérêts des "Hindous"

par opposition à ceux de tous les Indiens. En tant que membre du RSS, Narendra Modi croit en l'idée de transformer l'Inde en un *Hindu Rashtra* [un État hindou] – un État théocratique, où la citoyenneté se décide non pas sur la base de la reconnaissance de l'égalité de tous les citoyens, comme c'est actuellement le cas, mais sur la base du statut d'hindou. Dans un pays de 1,3 milliard d'habitants, où l'on compte 175 millions de musulmans ainsi que des millions de sikhs, de chrétiens, de bouddhistes, de zoroastriens, de jaïns et d'athées, où l'idée même de l'Inde est une synthèse de cultures et croyances pluralistes, une telle politique de primauté religieuse est outrancière et dangereuse. Les principes de la laïcité doivent être défendus contre le RSS, dont les membres ont ouvertement demandé la suppression du mot "laïcité" de la Constitution. Dans ce contexte, voici une autre caractéristique inquiétante : la croissance des forces fondamentalistes musulmanes, qui tentent de profiter de la frustration croissante des jeunes pour les pousser à une dérive sectaire. L'un de ces fondamentalismes nourrit et renforce l'autre. Dans ce cas, le communautarisme majoritaire contribue également à la croissance des organisations islamistes.

La deuxième question est celle de la démocratie. Je considère que la défense de la laïcité est essentiellement une défense de la démocratie et des droits démocratiques puisqu'elle est fondée sur le droit à l'égalité entre castes, sexes, croyances et classes.

Le gouvernement Modi a également doublé son attaque contre la laïcité en diluant et détruisant les droits démocratiques du peuple, en subvertissant l'autonomie des institutions

mandatées par la Constitution, au point même que quatre hauts magistrats de la Cour suprême ont dû avertir le pays, au moyen d'une conférence de presse sans précédent, que l'indépendance de la justice et des tribunaux était en danger. Ceux qui contestent le BJP et son idéologie toxique sont qualifiés d'"antinominaux". Aux termes de la loi draconienne contre la sédition, de nombreuses arrestations sont perpétrées contre des étudiants de JNU [Jawaharlal Nehru University, New Delhi] mais aussi les Dalits [castes opprimées] en passant par les militants qui luttent pour leurs droits, et aussi contre les Adivasis [peuples autochtones], qui revendiquent leurs droits sur les terres forestières. En outre, les dirigeants de l'opposition sont ciblés de manière sélective au prétexte de la lutte contre la corruption. Il s'agit là d'évolutions dangereuses qui diluent les libertés civiles et les droits démocratiques.

Les idées hiérarchiques de la société – fondées sur le *Manu Smriti*, le texte de la suprématie brahmanique – ont fait pression sur les minorités, les femmes, les Dalits et les Adivasis. Le lynchage collectif au nom de la protection de la vache est un crime effroyablement courant. Les groupes *Gauraksha* (protection des vaches) ont proliféré, attaquant musulmans et Dalits.

Cette agression contre les groupes vulnérables est liée à une attaque directe contre l'esprit scientifique et la pensée critique. Lorsque les gens sont accablés par les tempêtes créées dans leur vie par la cruauté des politiques néolibérales, le sentiment d'impuissance face à des forces sur lesquelles ils croient n'avoir aucun contrôle augmente. Superstitions et croyances dans

les rituels ont tendance à se développer. Vous avez ici un gouvernement qui non seulement cède aux superstitions, mais qui les encourage. Lorsque des paysans frappés par la sécheresse ont demandé l'aide d'un ministre, il leur a ordonné d'organiser un *yagna* [sacrifice] pour apaiser les dieux de la pluie. Un autre leur a demandé d'arranger un mariage de grenouilles car cela rend heureux les dieux de la pluie ! Le gouvernement du BJP a également tenté de faire obstacle à la science par la promotion de la mythologie et des superstitions. Au nom de la fierté nationale, les ministres du gouvernement font des déclarations farfelues sur l'existence d'une technologie avancée dans l'Inde ancienne ; ils disent que l'Internet et les satellites étaient déjà utilisés dans le passé, et prétendent que les vaches inhalent et exhalent seulement de l'oxygène. Le Premier ministre lui-même a prétendu que dans l'Antiquité, les Indiens pratiquaient des greffes de la tête ! En fait, ce genre d'absurdités tournent en dérision les vraies prouesses accomplies jadis par notre pays, dans le domaine des mathématiques, de la médecine et ainsi de suite. Tout cela crée une atmosphère où prospèrent les rumeurs les plus folles et l'hystérie de masse, se traduisant parfois par de terribles meurtres collectifs de personnes accusées d'avoir un mauvais œil, d'être des sorcières.

Troisièmement, et c'est extrêmement important, ce gouvernement poursuit énergiquement des politiques néolibérales. Le BJP a poursuivi les politiques néolibérales de ses prédécesseurs, notamment le gouvernement du Premier ministre Manmohan Singh (2004-2014), dirigé par le Parti du Congrès. La différence majeure ne réside pas dans leurs

politiques, mais dans le fait que le BJP dispose aujourd'hui d'une majorité parlementaire absolue et qu'il peut faire valoir ses politiques avec vigueur. En 2004, lorsque le Parti du Congrès est arrivé au pouvoir, il n'avait pas la majorité absolue. Il s'est appuyé sur d'autres forces, dont le soutien extérieur de la gauche au Parlement. Nous, le bloc communiste, avons dû mener une bataille soutenue contre les efforts du Congrès pour



Les retombées de la démonétisation : (de gauche à droite) Le fils de Balayya, Prashant, le père de Prashant Balayya, le père de Balayya, Gaalayya, Sireesha, Vajravva, l'épouse de Gaalayya, Balalakshmi et Akhila. Lorsque le gouvernement a retiré de la circulation 86 % de la monnaie indienne (les coupures de 500 et 1000 roupies), anéantissant ses espoirs de vendre des terres pour rembourser ses dettes, Varda Balayya, du village de Dharmaram à Telangana s'est suicidé et a tenté d'empoisonner sa famille. Rahul M.

imposer toute la gamme des politiques de privatisation et de libéralisation et avons réussi dans une certaine mesure à bloquer les lois visant à priver la classe ouvrière de ses droits durement acquis. La gauche a pu faire pression en faveur d'une législation pro-populaire – comme la loi sur la garantie de l'emploi rural, la loi sur les droits forestiers, certains amendements importants visant à renforcer les lois de protection des femmes et la loi sur le droit à l'information. Le gouvernement BJP, qui a pris le pouvoir en 2014, n'a pas subi de telles pressions. Il fonctionne donc comme le gouvernement des patrons, par les patrons et pour les patrons.

En raison des politiques gouvernementales, la détresse agraire est aiguë.

En moyenne, 12 000 agriculteurs se sont suicidés chaque année sous le gouvernement actuel. Le chômage est à son plus haut niveau. Dans un pays où plus de 60% de la population a moins de quarante ans, l'éducation et l'emploi sont des questions cruciales, mais loin d'avoir les vingt millions d'emplois que Modi avait promis de créer chaque année, nous nous retrouvons non seulement avec une croissance du chômage, mais avec une croissance de pertes d'emplois.

La catastrophe de la démonétisation, par exemple, a entraîné la perte de 3,5 millions d'entreprises dans le secteur informel. L'Inde se distingue par ses inégalités croissantes sous le régime de Modi. Seulement 1 % de la population détient 68 % de toute la richesse des ménages, soit une augmentation de près de 20

points au cours des cinq dernières années.

D'autre part, selon l'enquête socio-économique du gouvernement, plus de 90% de la population indienne a un revenu annuel inférieur à 10.000 roupies [=126 €].

Le gouvernement BJP aime l'expression « facilité de faire des affaires ». Cela signifie que le gouvernement a tenté de démanteler tout le système de réglementation qui contrôle le pouvoir des entreprises. Les entreprises ont enregistré des bénéfices élevés sous le régime Modi. Prenons l'exemple de l'un de ces groupes de sociétés, celui de Gautam Adani – du Groupe Adani – conglomérat très proche du gouvernement Modi – qui a enregistré des bénéfices de 124 % au cours de la première année du gouvernement Modi. En effet, l'entreprise d'Adani a réalisé des profits de 25 millions de dollars US par jour, soit trois fois plus, dont la plus grande partie est due à la générosité du gouvernement qui a confié plusieurs projets à Adani.


Les banques du secteur public ont été fortement incitées à remettre de l'argent public au Groupe Adani. Les actifs non performants – expression polie qui signifie l'incapacité du gouvernement à récupérer les prêts que les banques ont accordés aux entreprises – s'élèvent aujourd'hui à plus de 9 lakh crores de roupies [=2,5 milliards €]. Le BJP est le principal parti du pouvoir patronal. Cela ne signifie pas que le Parti du Congrès a changé de caractère de classe. Cela signifie simplement que depuis 2014, les patrons ont transféré leur

soutien au BJP, et qu'il est devenu le principal parti des classes dirigeantes indiennes. Quatrièmement, sa politique étrangère a été résolument pro-impérialiste et spécifiquement pro-US. En tant que partenaire subalterne des USA, le gouvernement a tourné le dos à la solidarité avec les pays du tiers monde, pour soutenir la lutte des Palestiniens, par exemple.

C'est pour toutes ces raisons et plus encore, que la domination du BJP est un tel désastre pour l'Inde.



Un fermier de Telangana, militant du TRS, avec son buffle. Le TRS est le parti qui a remporté les élections dans l'État du Telangana, principalement en raison de sa politique populaire assez favorable à l'État providence.
Rahul M.

 *La Cour suprême de l'Inde a émis de sévères critiques contre la « racaillocratie », le règne de la populace. Elle a demandé au gouvernement de maîtriser les foules déchaînées. Il s'agit en soi d'une mise en accusation du gouvernement. Malgré cela, le BJP affirme qu'il ne s'opposera pas au lynchage par les émeutiers – le meurtre de personnes dans le commerce du bétail, par exemple. Cela suggère presque qu'il y a un « bon lynchage » – un lynchage pour créer une société qui favorise le BJP et le RSS. Un dirigeant de RSS a déclaré : « Le lynchage cessera si les gens cessent de manger du bœuf ». Que pensez-vous de l'épidémie de lynchage et du mépris du RSS-BJP pour la Cour suprême ?*

En 2015, des foules en colère à Dadri (Uttar Pradesh) ont prétendu que Mohammed Akhlaq avait abattu une vache, et ils l'ont donc tué. Ce crime fut légitimé par le RSS-BJP. C'était un signe de ce qui allait arriver. La fréquence des lynchages par émeutiers a rendu le crime presque normal. On risque d'être lynché pour ce qu'on mange, pour ce qu'on est, pour ce qu'on dit et selon qui vous voulez épouser. Le RSS-BJP semble suggérer que certains lynchages sont bons, que ceux qui participent à ce genre de lynchage ne sont pas des criminels mais des héros. Les ministres du BJP assistent à ces événements et congratulent les criminels qui viennent de lyncher nos concitoyens. C'est une situation très dangereuse, choquante et répréhensible.

Quel est un bon lynchage, d'après eux ? Si des émeutiers exécutent un musulman qui ose épouser une fille hindoue – ce que le BJP appelle de manière sensationnaliste Jihad de l'Amour

– , c'est considéré comme un bon lynchage. Si des émeutiers attaquent des musulmans pour avoir prié dans un espace public, on considère que c'est un bon lynchage. Si une foule attaque de jeunes couples pour avoir célébré la Saint-Valentin, c'est aussi un bon lynchage. Dans chaque cas, la foule est défendue par le RSS-BJP.

Il est tout aussi troublant de constater que la police, dans de nombreux cas, et parfois aussi le pouvoir judiciaire, ont protégé ces hommes. De fausses accusations sont portées contre les familles des victimes des émeutiers, et les tribunaux ont avalisé ces accusations. La famille de Mohammad Akhlaq a été menacée d'arrestation pour avoir abattu des vaches – ce qu'ils n'ont jamais fait. C'est une accusation totalement fautive. Pendant ce temps, les tueurs de Mohammed Akhlaq se promènent dans les rues. Junaid Khan – tué dans un train local en 2017 – a peu de chances d'obtenir justice. Le procès-verbal de la police suggère que les assassins de Junaid Khan ont perpétré leur crime état de légitime défense. Dès qu'on accepte qu'il existe de “ bon lynchages “, ce cauchemar ne prendra jamais fin.

Malgré l'avertissement de la Cour suprême au gouvernement, des ministres de haut niveau ont officiellement sanctionné les groupes de *gau rakshak* [protecteurs de vaches] au nom de la protection des vaches – alors qu'ils ne sont en fait rien de plus que des meurtriers. Le gouvernement prétend qu'il n'a pas d'argent à investir pour défendre les droits des femmes, mais il a assez d'argent pour protéger les vaches. Il existe même un ministère pour la protection de la vache. Le gouvernement

de Modi affirme qu'il n'a pas de terres excédentaires à donner aux paysans pauvres sans terres, mais il alloue de généreuses quantités de terres pour la construction d'abris pour les vaches. La protection des vaches a la priorité sur le bien-être des humains. Mieux vaut naître vache qu'humain en Inde aujourd'hui.

Des mesures immédiates doivent être prises contre les tueurs. Il faut qu'il y ait une loi contre le lynchage en meute. Mais le gouvernement Modi n'a pas l'intention de faire passer ce genre de loi.



Près de Saibabad, quartier ouvrier de la Région de la capitale nationale (RCN). « Non, ce n'est pas un quelconque bureau. Ce sont nos maisons ». C'est ce qu'elle m'a répondu quand je lui demandais si c'était un bureau.
Rahul M.

 *Une étude récente de Thomson Reuters a classé l'Inde comme l'endroit le plus dangereux pour les femmes dans le monde. Qu'est-ce qui fait de l'Inde une société si cruelle en termes de liberté des femmes ?*

Je ne connais pas la méthodologie qu'ils ont utilisée ni la situation dans d'autres pays, mais une chose est sûre : on constate une augmentation marquée non seulement de l'incidence de la violence faite aux femmes, mais aussi de sa brutalité. Dans certains cas de violence à l'égard des femmes, elles sont torturées, brûlées, battues, violées et même tuées. Les détails sont horribles. Quelles en sont les raisons ? Il y en a beaucoup, mais voici au moins l'une d'entre elles : au cours des dernières décennies, les femmes sont entrées dans les espaces publics pour travailler et pour vivre. Elles ont prouvé leurs talents, leurs compétences et leurs capacités dans de nombreux domaines. Cette affirmation accrue leur a valu un retour de bâton. Ce contrecoup est le résultat d'une misogynie extrême – ou d'un fort sentiment, dans certains secteurs de notre société, que les femmes ont une place spécifique et que toute personne qui franchit cette frontière risque d'être punie.

Ces murs culturels derrière lesquels femmes et filles sont censées vivre (à quelques exceptions près, pour certaines classes), sont plus forts que les hauts murs d'une prison. Lorsqu'une femme est violée, on lui reproche d'avoir pénétré l'espace public, d'être une citoyenne libre, de porter les vêtements qu'elle porte, de parler à la personne à qui elle parle, de s'être trouvée au mauvais endroit au mauvais moment. C'est la femme qui est

tenue responsable du crime. C'est typique de la misogynie.

Ce retour du bâton contre l'entrée des femmes dans l'espace public n'est pas spontané. Ce n'est pas une réaction naturelle. Elle est façonnée par les forces conservatrices, y compris l'orthodoxie religieuse et les institutions brahmaniques. Ce retour du bâton se retrouve dans les hiérarchies de religion et de caste. Nous constatons une augmentation des crimes contre les femmes dalits, qui travaillent chaque jour dans des situations vulnérables, en particulier dans les zones rurales. Leur vulnérabilité au harcèlement sexuel est plus grande en raison de leurs conditions matérielles de vie.

Le concept de « crimes d'honneur » est maintenant devenu presque normal en Inde. Plus les filles vont à l'école et à l'université, et plus les jeunes ont l'occasion de se rencontrer, plus il y a de chances que les gens tombent amoureux au-delà des barrières de castes et de religions. Si une femme tente d'affirmer son choix de partenaires de vie contre la volonté de sa famille (en particulier si elle veut se marier en dehors des frontières de la caste et de la religion), elle risque fortement de se faire tuer. Ce meurtre est appelé « crime d'honneur », expression obscène. Dans les zones rurales, le Khap Panchayat [Assemblée de clan] en est venu à passer pour le gardien des traditions féodales. Beaucoup d'entre eux ont autorisé l'assassinat de jeunes gens pour avoir fait leurs propres choix de vie.

A Kathua (Jammu-et-Cachemire), une fillette de 8 ans a été

violée et assassinée en janvier 2018. Elle a été prise pour cible parce qu'elle était musulmane, fille de la communauté des Bakarwals [pasteurs nomades de haute montagne]. Le meurtre a eu lieu pour faire comprendre à la communauté qu'elle ne devait pas s'établir dans cette région. Ce fut un meurtre très violent. Les dirigeants du BJP de la région n'ont pas demandé justice. Ils ont plutôt choisi de manifester en faveur de l'accusé. Telle est leur attitude face à ces meurtres.

Le RSS-BJP nie l'existence de tels crimes dits d'honneur. Sous le gouvernement du dirigeant du BJP, Atal Bihari Vajpayee [1998-2004], les Nations Unies ont publié un rapport sur ces « crimes d'honneur ». Le représentant de l'Inde auprès de l'ONU a déclaré qu'aucun crime de ce genre n'est commis en Inde. C'est pourquoi le gouvernement indien ne collecte pas de données sur ces crimes et ne les prend pas au sérieux. Les Khap Panchayats ont carte blanche parce qu'ils sont utilisés pour mobiliser les voix des électeurs dans les zones rurales. Les RSS-BJP veulent créer des écoles non-mixtes, empêcher les femmes d'entrer dans l'espace public et permettre aux parents de contrôler les mouvements de leurs enfants. C'est là leur « solution » au problème.

En raison de l'attitude impitoyable du gouvernement, l'Inde a l'un des taux de condamnation les plus bas pour les crimes contre les femmes. Au cours d'une année donnée, au moins 70 % des affaires sont classées « en instance », c'est-à-dire qu'elles n'ont pas encore été entendues ni tranchées par les tribunaux, et de 75 à 80 % des accusés entendus et jugés sont en liberté.


Certaines personnes veulent instaurer la peine de mort en Inde pour lutter contre ce type d'assassinats. Par principe, je suis contre la peine de mort. Toutes autres raisons mises à part, cela ne résoudra certainement pas le problème et ne réduira pas le taux de crimes contre les femmes. Au contraire, comme l'ont fait valoir des organisations de femmes en Inde, cela pourrait conduire à un plus grand nombre d'assassinats contre les victimes de viol, pour les empêcher de témoigner. La lutte doit porter sur la certitude d'un châtement. Nous avons vraiment besoin de sanctions sévères pour les crimes sexuels barbares, dont l'emprisonnement à vie.



Des étudiants manifestent devant le bureau de Delhi de l'association revivaliste hindouiste Rashtriya Swayamsevak Sangh, après le suicide du chercheur dalit (intouchable) Rohith Vemula, le 17 janvier 2016.

Rahul M.

Partie 2 : La solution

 *La résistance au gouvernement va croissant tandis qu'approchent les élections générales de 2019. Comment évaluez-vous cette résistance ?*

On relève un incontestable accroissement de la mobilisation de différentes couches de la population contre les politiques du gouvernement BJP. C'est une autre question que les médias grand public ignorent ou sous-estiment souvent. Plus récemment, ont été organisées une série de marches de paysans et d'agriculteurs ainsi que des grèves de divers travailleurs – des employés dans les garderies et le secteur de la santé aux travailleurs de l'industrie, des banques et des assurances. Les syndicats centraux se préparent début janvier à une grève générale de deux jours dans tout le pays.

Ces mobilisations se sont déroulées aux niveaux local, étatique et national. La plus importante a eu lieu le 5 septembre lorsque des centaines de milliers de travailleurs et paysans, rejoints par des femmes et des jeunes, ont défilé dans les rues de la capitale. Ce fut extrêmement inspirant. En fait, ce sont précisément les mobilisations de ces personnes et l'unité croissante d'une série d'organisations travaillant auprès des *kisans* [agriculteurs] et des travailleurs qui ont forcé les partis politiques à prendre en compte le mécontentement qui couve dans le pays ; tous se sont mis enfin à évoquer les questions soulevées par ces

mobilisations. Les organisations de masse et de classe orientées à gauche ont joué un rôle crucial en réunissant ces catégories et en fournissant une plate-forme pour pouvoir parler d'une seule voix. La gauche est en première ligne pour contester les politiques gouvernementales. Dans le contexte des prochaines élections, ces organisations appellent également leurs membres à assurer la défaite du gouvernement et de ses politiques.

Nous en verrons l'impact politique dans les jours à venir.

Quelles sont les tâches et les défis les plus importants qui attendent la gauche indienne aujourd'hui ?

Nous croyons en la révolution, nous croyons au socialisme. Tels sont nos objectifs. Notre travail quotidien peut certes s'avérer difficile, parfois frustrant. Mais notre travail est inspiré par le but que nous poursuivons – la révolution et le socialisme. Le défi consiste à aborder les questions et les problèmes actuels en gardant toujours cet objectif à l'esprit. Si nous adoptons des tactiques pour faire face aux problèmes actuels d'une manière qui affaiblit notre objectif stratégique, ce sera autodestructeur et opportuniste. L'opinion libérale conseille souvent aux communistes de se « réinventer », de renoncer à l'analyse de classe, d'abandonner les principes d'organisation, d'être moins dogmatiques, etc. En d'autres termes, ils nous conseillent d'être de plus en plus comme eux ! Il ne fait aucun doute que nous devons être conscients des énormes changements provoqués par le développement du capitalisme en Inde, non seulement

en termes d'intensification de l'exploitation et des inégalités dont j'ai parlé, mais aussi en termes d'urbanisation accrue, d'expansion des classes moyennes et d'attentes des jeunes. Les cultures promues par le capitalisme et le marché encouragent et glorifient l'individualisme, tout en promouvant les solutions individualistes. Tout cela contribue à la dépolitiser toute une génération de jeunes. C'est un vrai défi : comment trouver les moyens les plus efficaces de faire passer notre message aux jeunes. En Inde, l'exploitation des classes sociales est intensifiée par le système des castes et vice versa. Le défi de la caste et de construire des luttes pour résister contre le système de castes et l'oppression des castes tout en reliant ces luttes à la lutte contre le capitalisme, en termes de combats et d'objectifs : c'est également un défi. Les syndicats et autres organisations de classe doivent certainement être plus résolus et plus attentifs à ces aspects. Il s'agit là d'une faiblesse de nos approches. La gauche organisée est limitée dans sa portée. La gauche a une influence qui dépasse notre force organisationnelle. Nous sommes incapables de traduire l'influence et la bonne volonté dont nous jouissons parmi la population en une base politique de masse, sauf dans certaines régions traditionnellement fortes comme le Bengale, le Kerala et le Tripura.

L'arène parlementaire constitue un autre défi. Ici, en raison de l'énorme pouvoir dont disposent les entreprises grâce à leur argent, la gauche éprouve de plus en plus de difficultés à traduire également son soutien en voix. Quand des crores [dizaines de millions] de roupies sont dépensées localement pour participer aux élections municipales vous pouvez

imaginer le coût de la lutte pour un siège au Parlement. Nous ne prenons pas l'argent des entreprises. Nous nous sommes opposés au système des cautionnements électoraux frauduleux dans lesquels l'identité du donateur est tenue secrète. Le BJP a obtenu d'énormes sommes d'argent grâce à ces obligations ; l'identité de tous les potes capitalistes qui les ont payés en échange de faveurs est occultée. Les réformes électorales occupent une place importante dans notre programme de lutte. Mais en attendant, nous devons affronter des élections dans une situation très défavorable.



« Nous avons construit des toilettes et des maisons décentes parce que le gouvernement nous a promis de nous rembourser, mais il ne nous a pas payés nos salaires depuis des mois. Nous allons donc présenter des pétitions aux responsables du programme Janmabhoomi (Terre natale) aujourd'hui ». [entendu à Amadagur en janvier 2018]
Rahul M.

Dans la situation actuelle, notre tâche principale est de renforcer les luttes du peuple contre les politiques néolibérales et contre le danger que représentent pour la société le gouvernement BJP et le Sangh Parivar. Nous essayons de construire une alternative de gauche et démocratique, sur la base d'un cadre politique et d'une vision alternative. Les divisions sur la base de la religion promues par les idéologies RSS, ne peuvent être jugées uniquement sur les résultats des élections. Un changement communautaire se produit certes dans la pensée de tous les jours, mais dans les pratiques culturelles, c'est beaucoup plus dangereux. Ici, la gauche lutte sans compromis contre le communautarisme et pour construire une unité du peuple liée à des questions quotidiennes communes, et elle a la crédibilité nécessaire pour combattre le RSS à tous les niveaux. Il est nécessaire d'affirmer une identité de gauche et une politique de gauche, même en construisant de larges plateformes pour inclure les forces laïques contre l'agenda RSS de *manuvadi Hindutva* [hindouïté des descendants de Manu, le premier homme, l'idéologie du RSS et du BJP].


Nous ne sommes pas au bout de nos peines. Les défis sont énormes. Nous nous trouvons face à un pouvoir d'État fortement centralisé et disposant de toutes les ressources possibles. Les médias et technologies de communication contrôlés par les classes dirigeantes sont devenus un instrument tout-puissant pour défendre le statu quo et la fabrication de mensonges sur la gauche. Les luttes promouvant une transformation sociale radicale en ces temps de haute technologie et de l'énorme pouvoir financier des partis défendant les classes dirigeantes

sont évidemment d'une nature complètement différente de ce qu'elles étaient auparavant.

Notre plus grande force, celle sur laquelle nous devons continuer à bâtir, c'est le travail quotidien de milliers de militants dévoués. Nous sommes impliqués dans les questions quotidiennes relatives à la lutte pour notre gagne-pain et la vie des gens ordinaires. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions atteindre les gens et leur faire adhérer à notre programme alternatif, et ce n'est qu'à travers ces luttes que nous pourrions obtenir la confiance des gens pour qu'ils se battent pour cette alternative.

Mais nous ne pouvons ignorer les nouveaux développements technologiques. Nous devons élaborer nos médias alternatifs, dont des médias sociaux pour en faire un outil de communication pour le peuple. Nous savons que cette forme de communication est devenue essentielle pour les jeunes.

Nous pensons que la gauche ne doit pas être laissée pour compte dans son utilisation de ces moyens de communication. Nous devons faire preuve de créativité dans la façon dont nous appliquons nos traditions dans le paysage technologique actuel. Nous ne devons pas céder au formatage par les médias sociaux, à l'attention de courte durée qu'ils imposent. Nous devons utiliser les médias pour mieux faire comprendre le système et lui poser un défi de taille.

 *Dans le climat actuel d'autoritarisme, les libéraux et même les sympathisants de gauche en appellent à une large coalition de toutes les forces politiques contre le BJP et ses alliés. Qu'en pensez-vous ?*

Notre ligne politique détermine notre tactique électorale. Nous avons clairement indiqué que notre principal objectif politique est de vaincre le BJP sur le plan politique, idéologique et de toutes les questions politiques. Certes, lors des élections, nous utiliserons toutes nos forces pour atteindre cet objectif, pour chasser le gouvernement Modi du pouvoir. C'est le premier point de notre approche. Comment y parvenir ? Nous avons décidé que nos efforts seront déployés pour réduire au minimum la division des voix contre le BJP, ce qui signifie que nous nous battons au niveau des sièges où nous jouissons d'une base forte et dans tous les autres sièges, nous soutiendrons dans chaque circonscription le candidat du parti d'opposition qui sera le mieux placé pour battre le BJP. Cela variera d'un État à l'autre. En fait, il est intéressant de noter que la plupart des partis sont parvenus à la même conclusion que celle que nous avons formulée dans la résolution du Congrès de notre parti : vu la situation très diverse relevée dans les différents États de l'Inde, où les partis régionaux jouent un rôle critique dans nombre d'entre eux, une alliance nationale n'est pas possible et ne sera que post-électorale, comme précédemment. À l'heure actuelle, on peut créer des alliances au niveau national. Le CPI(M) établit une distinction entre les alliances électorales avec des partis régionaux et un parti des classes dirigeantes, comme le Congrès, qui couvre l'ensemble de l'Inde. Nous

pouvons conclure des alliances avec des partis régionaux comme nous l'avons fait dans le passé, par exemple au Tamil Nadu, au Bihar et au Maharashtra. La question de savoir si cette possibilité d'alliance existe sera discutée par notre organisation État par État. Au Bengale occidental, où il existe une situation très spécifique avec le parti régional, le Trinamool Congress (TMC), qui rivalise avec le BJP dans ses méthodes anti-gauche et totalement autoritaires et fascistes, notre effort visera à battre à la fois le BJP et le TMC.

Le deuxième objectif le plus important est d'augmenter la force du CPI(M) et de la gauche au Parlement. Je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails car il va de soi que ce n'est que lorsque la gauche sera fortement représentée au parlement que pourront être menées la défense des droits du peuple contre les politiques néolibérales et la lutte pour la démocratie contre les politiques communautaristes toxiques du BJP-RSS. Par conséquent, nous devons accroître notre force.


Le Congrès du parti a clairement déclaré que ces deux objectifs doivent être atteints sans avoir d'alliance politique avec le parti du Congrès. Nous n'assimilons pas le BJP et le Congrès même s'ils représentent les mêmes classes dirigeantes. J'ai expliqué précédemment pourquoi le BJP représente le plus grand danger pour l'Inde. Notre objectif est donc de vaincre le BJP. Mais nous devons garder à l'esprit notre politique alternative lorsque nous décidons d'alliances électorales.

Troisièmement, nous déclarons sans équivoque au peuple

que nous sommes attachés à la formation d'un gouvernement laïque. La forme de ce gouvernement ne peut être décidée qu'après le verdict du peuple. Notre campagne électorale sera cohérente avec notre ligne politique, pour combattre le régime communautaire autoritaire et clivant du BJP et de son cadre politique néolibéral sur la base de nos politiques alternatives. Nous ne pensons pas qu'un programme néolibéral puisse faire échec à un programme sectaire : ces deux éléments se nourrissent l'un de l'autre.



Travailleurs migrants dans le train qui les ramène chez eux après leur journée de travail à Cochin.
Rahul M.

 *Au Bengale occidental et au Tripura, le CPI(M), en tant que composante du Front de gauche, a gouverné l'État pendant des décennies. Dans les deux cas, le CPI(M) et le Front de gauche ne sont plus au pouvoir. Quelles mesures Le CPI(M) a-t-il prises pour regagner l'espace politique dans ces deux États ?*

Après avoir perdu les élections au Bengale occidental et au Tripura, notre organisation a dû faire face à une sévère répression, impitoyable et continue. Il peut être difficile pour les gens en dehors de ces États de comprendre le genre de violence à laquelle sont confrontés nos camarades. Des centaines de nos cadres et sympathisants ont été tués au Bengale. Dans le Tripura aussi, la violence se déchaîne. Au Bengale, la violence vient du TMC, le parti au pouvoir dans cet État, et au Tripura, du BJP et du RSS. Des milliers de membres et de partisans de la gauche ont été contraints de quitter leurs maisons, des milliers d'inculpations bidon leur ont été imposées, 20.000 au Bengale. Les hommes et les femmes de gauche sont menacés de voir leurs enfants tués s'ils continuent à soutenir le drapeau rouge. Tout cela pour saper la confiance des députés de notre parti et de ceux qui ont voté pour nous. Notre plus grand défi immédiat a été de protéger et de défendre le parti, ses structures, ses bureaux, ses cadres, ainsi que les foyers et les familles de ses membres et sympathisants. Si nos cadres ne sont pas engagés, il sera impossible de rétablir nos liens avec le peuple et de poursuivre les mobilisations populaires pour développer les luttes. La protection de nos cadres et la poursuite de notre travail politique sont liées.

Nous avons peut-être perdu les élections, mais pas interrompu notre travail. Les partis qui battent la gauche et arrivent au pouvoir comprennent cette résilience. Ces partis, comme le Trinamool au Bengale occidental et le BJP au Tripura, savent que, malgré les pertes électorales, la gauche et le CPI(M) entretiennent un lien profond avec le peuple, ce qui rend cette défaite seulement temporaire. C'est leur compréhension de ce fait qui explique la pire forme de répression qu'ils ont menée contre nous au Bengale occidental et au Tripura. Leur objectif est de nous anéantir physiquement. Ils utilisent la violence contre nous dans le but de détruire le parti, en rompant physiquement notre lien avec le peuple.

Au Bengale occidental et au Tripura, nos cadres issus de la base font d'énormes sacrifices. Leur résilience est une source d'inspiration. Aucun mouvement politique n'est épargné par des revers. Pour nous, l'enjeu n'est pas que notre parti soit attaqué, mais que soit sapée la résilience de nos cadres dans leur lutte pour défendre le parti et maintenir les liens avec le peuple. Nous constatons maintenant que cette résilience et cette bravoure ont conduit à de nouvelles mobilisations et à un nouveau soutien de la population en faveur de notre parti. Ce changement fait suite à d'énormes sacrifices au Bengale occidental. Nous avons progressé, mais nous savons que le chemin à parcourir sera pavé de notre dur labeur et de notre détermination.

 *Le gouvernement du Front Démocratique de Gauche au Kerala, avec le CPI(M) comme membre du gouvernement, est le seul gouvernement de gauche en Inde aujourd'hui. Quel est le programme de rechange de ce gouvernement et comment évaluez-vous les deux années de sa présence aux manettes ?*

Le gouvernement du Front démocratique de gauche est l'un des rares gouvernements en Inde à avoir tenu ses promesses électorales et à les avoir mises en œuvre dès son premier jour de travail. Par exemple, le FDL a promis de doubler les pensions, ce qu'il a fait au cours du premier mois de son mandat. Le gouvernement a, comme promis, augmenté le salaire minimum, et c'est désormais l'un des plus élevés du pays. Aucun programme de gauche ne doit ignorer la nécessité d'un modèle de développement écologiquement durable. La mission Green Kerala est en train de formuler une alternative environnementale à grande échelle au projet néolibéral qui n'a que faire des défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés.

L'éducation et les soins de santé doivent constituer les éléments clés d'un programme de gauche. Le gouvernement a alloué une part importante de son budget à la modernisation des écoles publiques. Alors que, dans le reste du pays, nous assistons à un exode des écoles publiques vers les écoles privées – avec des parents écrasés de dettes pour donner à leurs enfants une bonne éducation –, au Kerala, les parents font tout ce qu'ils peuvent pour inscrire leurs enfants dans les écoles publiques. Ils savent qu'ils y reçoivent une éducation de haute qualité, avec un programme progressif qui prend la science au sérieux. Des fonds

supplémentaires sont nécessaires pour améliorer les salles de classe. Nous ne croyons pas que les écoles privées doivent seules bénéficier d'ordinateurs et d'autres technologies d'apprentissage avancées. La mission éducative du Kerala s'efforce de mettre en place l'infrastructure éducative capable de soutenir le programme scolaire. Notre gouvernement a également fourni des distributeurs de serviettes hygiéniques gratuites, afin que les filles ne voient pas leur éducation perturbée par leurs règles.

Côté soins de santé, le gouvernement du FDL fait pression en faveur d'un régime universel fondé sur des droits universels. Si tous les gens obtiennent des soins de santé par le biais d'un régime universel, alors il devient impossible de détourner les soins de santé en faveur du secteur privé, dont l'objectif est la maximisation du profit plutôt que la santé. Si quelqu'un dispose de l'argent nécessaire pour payer des soins de santé privés, et préfère aller dans un hôpital privé, c'est son choix. Mais cela devrait rester un choix individuel. Les gouvernements ne devraient pas placer les gens sous pression en plaçant délibérément les institutions de santé publique en sous-effectifs et en les privant de fonds pour de meilleurs mécanismes. Promouvoir les soins de santé privés aux dépens des soins de santé publics est exclu. Au Kerala, notre objectif est d'offrir à la population un véritable choix, qui passe par la mise en place d'un système de santé publique de qualité. Les gens sont alors libres de choisir où ils veulent aller. C'est cela une vision de gauche.

Le Kerala mène la lutte contre la fracture sociale et pour la laïcité. Il est en avance en termes de fourniture de droits et services

aux minorités, sans exclure la communauté transgenre. Le LDF se bat pour le fédéralisme, pour le droit de l'État à déterminer ses objectifs et non à se les faire dicter par le gouvernement central. Nous ne mendions pas à New Delhi d'obtenir tel ou tel bénéfice. Nous disons qu'obtenir des services et des fonds est un droit constitutionnel. En 2018, le Kerala a subi une terrible inondation. L'aide du gouvernement central a été bien maigre. La population du Kerala – et celle de l'Inde – se sont mobilisées pour contribuer au sauvetage et aux secours aux sinistrés, ainsi qu'à la reconstruction. Le gouvernement central n'a fourni qu'une aide minime, et seulement après avoir été vigoureusement sollicité en ce sens. Le gouvernement du Kerala et les organisations de masse et de classe de gauche ont établi un record en matière de service exemplaire au peuple. En particulier, il convient de féliciter le Premier Ministre Pinarayi Vijayan d'avoir dirigé tous les efforts avec une calme détermination et inspiré confiance à la population.

Le FDL du Kerala disposait d'un plan budgétaire quinquennal, élaboré pour payer les dépenses d'infrastructure, de santé et d'éducation et les frais relatifs à la mission Green Kerala. C'est alors que l'inondation est arrivée. Ce fut l'une des inondations les plus destructrices jamais vues ici. Les eaux ont inondé treize des quatorze districts du Kerala. Chaque meuble, chaque maille de vêtement, chaque ustensile de cuisine, chaque bien fut emporté par l'inondation. Toute l'attention devait se concentrer sur la reconstruction. C'est le maître-mot du reste du mandat du FDL. L'ensemble du plan quinquennal a dû être revu dès la troisième année du gouvernement LDF. Le développement est essentiel

pour le Kerala, mais la reconstruction est impérative. C'est un énorme défi, un défi, que le gouvernement du FDL va relever.

Or, même avant la décrue, le BJP et le RSS avaient repris leur manie d'accuser le gouvernement de favoriser une partie de la société aux dépens de l'autre, et ainsi de suite. Ce sont les gens eux-mêmes qui ont répondu à ces besoins. Nous sommes convaincus que le RSS et le BJP échoueront dans leurs infâmes tentatives d'utiliser leur pouvoir à Delhi dans le but de déstabiliser le gouvernement du Kerala dirigé par le CPI(M).



Un enfant vend des fleurs près de la station de métro Kaushambhi, dans la Région de la capitale nationale (RCN).
Rahul M.

Tricontinental: Institute for Social Research
*is an international, movement-driven institution
focused on stimulating intellectual debate that serves
people's aspirations.*

L'Institut Tricontinental de Recherche Sociale
*est une institution soutenue par des organisations
militantes et dont l'objectif est de stimuler le débat
intellectuel au service des aspirations populaires.*

the **trico**ntinental.org